

# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b> .....	5
<b>PREMIÈRE PARTIE : DES POLITIQUES DE COMPENSATION</b>	
<b>AUX POLITIQUES ACTIVES DE L'EMPLOI</b> .....	9
<b>1. Le temps des compensations sociales (1959-1980)</b> .....	13
<b>Les premières réponses aux fermetures (1959-1968)</b> .....	14
L'impulsion des mesures CECA .....	14
L'option du dédommagement des travailleurs .....	16
Débats sur la continuité des mesures privilégiées .....	18
<i>L'absence de mesures structurelles en termes de remplacement</i> .....	19
<i>De nouvelles pistes pour pallier les effets des fermetures d'entreprise</i> .....	21
<b>Concrétisations et nouvelles mesures sous l'impulsion</b>	
<b>des conférences interprofessionnelles (1968-1980)</b> .....	25
L'extension progressive du champ d'application des lois du 27 juin 1966 et du 30 juin 1967 ..	25
L'amplification des mesures d'information et d'indemnisation (1969-1976) .....	26
<i>L'information de l'autorité publique et des travailleurs</i> .....	26
<i>La directive européenne de 1975 et ses effets sur les mesures d'information</i> .....	29
<i>L'information relative aux entreprises en difficulté</i> .....	30
<i>Extension de la notion de fermeture à certains cas de restructuration</i> .....	32
Encadrer le retour à l'emploi : le maintien du revenu et du statut social (1968-1975) .....	32
<i>Les indemnités d'attente en faveur de la réadaptation des personnes</i> .....	33
<i>Relèvement du montant des indemnités pour perte de salaire</i> .....	34
<i>La piste du salaire de reconversion</i> .....	35
La limitation de la population en recherche d'emploi .....	37
<b>2. L'épreuve des politiques d'austérité et de la libéralisation (1981-1998)</b> .....	43
<b>La suppression du maintien du revenu et du statut social des salariés licenciés (1985)</b> .....	45
La piste d'un régime général remise au jour .....	45
La suppression des indemnités d'attente au niveau national .....	47
La suppression de l'allocation de reconversion en Communauté française .....	49
<b>La préemption anticipée : régimes d'exception pour les cas de licenciement collectif</b> .....	50

La légalisation de l'outplacement .....	53
La consolidation des mesures d'information à travers la loi Renault (1998) .....	55
<b>3. Le temps de l'employabilité (1999-2015) .....</b>	<b>61</b>
L'accès conditionné aux droits .....	62
L'extension des dispositifs de reclassement (2001-2005) .....	64
Le reclassement professionnel des travailleurs âgés licenciés (2001) .....	65
Le décret wallon relatif aux plans d'accompagnement des reconversions (2004) .....	67
La gestion fédérale des dispositifs de reclassement et les incitants au réemploi (2004) .....	69
Le caractère obligatoire du reclassement (2005 et 2009) .....	72
Le reclassement comme condition d'accès à la prépension anticipée et aux droits sociaux ..	72
Obligation généralisée du reclassement et nouvel incitant au retour à l'emploi (2009) .....	74
Les modifications apportées à la loi sur les fermetures .....	76
Les restrictions du recours à la prépension anticipée .....	78
La limitation du recours à la prépension anticipée (2012 et 2014) .....	79
La limitation du nombre de candidats au départ anticipé de l'entreprise (2012) .....	79
La fin des dispenses au reclassement et le contrôle de la disponibilité pour les travailleurs âgés (2013 et 2014) .....	80
Débats sur l'encadrement des licenciements collectifs .....	81
La loi Renault mise à mal (2006) .....	81
De nouvelles propositions de loi visant à encadrer les licenciements collectifs .....	85
<b>Conclusion de la première partie .....</b>	<b>91</b>
Typologie des réponses apportées à la problématique des licenciements collectifs .....	91
Un double glissement .....	93
Du « temps de réadaptation » à l'« activation au reclassement » .....	95
Les logiques de la réadaptation .....	95
Les acteurs du retour à l'emploi .....	96
De la reconversion au reclassement .....	97
<b>DEUXIÈME PARTIE : LES CELLULES DE RECONVERSION .....</b>	<b>99</b>
<b>4. L'origine des cellules de formation-reconversion (1977-1985) .....</b>	<b>105</b>
1977-1985 : des expériences singulières de reconversion .....	105
L'expérience inaugurale : la cellule d'emploi d'Athus (septembre 1977-octobre 1980) .....	106
L'expérience historique : la cellule Glaverbel Gilly (mars 1980-mars 1981) .....	107
Des expériences spécifiques en Brabant wallon : les cellules Hennuyères (octobre 1980-août 1981) et Fabelta Tubize (février 1982-juin 1983) .....	111
Une première expérience dans la région du Centre : la cellule Glaverbel Houdeng (août 1981-juin 1982) .....	113
Un dossier spécifique en région bruxelloise : la cellule Edith Cavell (novembre 1982-septembre 1983) .....	114
Un premier dossier au cœur de Mons-Borinage : la cellule des Laminoirs de Jemappes (novembre 1983-décembre 1984) .....	116
Une première opération interrégionale : la cellule OPJ/Fonds 81 (juin 1984-juin 1985) .....	118

Les initiatives locales d'emploi (ILE) dans la lignée des cellules .....	119
<b>Les actions de reconversion</b> .....	122
<b>Les fondements des cellules</b> .....	124
Des accords tripartites .....	124
L'ancrage à la formation professionnelle ONEM .....	124
Le maintien du revenu et du statut social .....	125
Le collectif au cœur des projets de formation-reconversion .....	128
<b>Des méthodes adaptées aux collectifs de travailleurs</b> .....	128
Les concepteurs des cellules .....	128
Les pratiques de reconversion dans les centres d'accueil et d'orientation de la formation professionnelle .....	129
La logique de « formation-action » .....	132
La médiation des organismes d'éducation permanente .....	136
Relais politiques, sociaux et techniques : les conventions de partenariat .....	137
<b>Caractéristiques de la première période</b> .....	138
Le maintien du collectif et des solidarités .....	139
Les orientations professionnelles choisies et les bases d'éducation permanente .....	139
La reconnaissance du statut de travailleur en reconversion .....	140
L'engagement des acteurs de proximité .....	140
Le questionnement sur les conditions d'emploi .....	140
Une réponse à l'obsolescence des qualifications .....	141
<b>5. De la suppression de l'allocation de reconversion à la faillite de la Sabena (1986-2001)</b> ..	143
<b>Constitution, poursuite et prolongement des cellules</b> .....	144
<b>Le partenariat ARCHIPEL-ONEM/FOREM</b> .....	146
<b>Une ILE et deux cellules de formation-reconversion (1986)</b> .....	146
<i>L'ILE de la Botte du Hainaut</i> .....	146
<i>La cellule Verlipack (janvier 1986-avril 1987) :</i> <i>une cellule centrée sur les remises à niveau et la formation professionnelle</i> .....	146
<i>La cellule Dassault (mars 1986-fin 1987) : premier essai d'anticipation des reconversions</i> .....	148
<b>ARCHIPEL-ONEM/FOREM : des projets de reconversion</b> à l'avant-garde des centres de compétences .....	149
<b>ARCHIPEL : des actions autonomes de reconversion</b> .....	152
La cellule d'emploi Gailly .....	152
La cellule d'accompagnement de la SONACA .....	153
<b>Le partenariat CAREMPLOI-FOREM : Carcoke, opération de reconversion locale</b> .....	153
La formalisation des démarches syndicales et sociales .....	154
La liaison au redéploiement local .....	156
<b>ARCHIPEL et CAREMPLOI : les interventions spécifiques des associations syndicales</b> ....	157
L'approche collective et sociale au cœur du modèle .....	158
Les contrats d'accompagnement social et de réorientation professionnelle pour les travailleurs en reconversion .....	159
L'esquisse d'un dispositif permanent par les organisations syndicales montoises .....	160
<b>Nouveau positionnement des dossiers de reconversion au sein du FOREM</b> .....	161

Un Plan d'accompagnement reconversion-insertion-solidarité : la proposition PARIS .....	161
La suppression des centres d'orientation et la disparition des opportunités d'initiation aux métiers .....	163
Le positionnement de FOREM Conseil dans les dossiers de reconversion .....	165
<i>Une première cellule sous la direction Emploi du FOREM : la cellule ARTT</i> .....	166
<i>La systématisation des pratiques de reconversion au sein de FOREM Conseil</i> .....	166
La « convertibilité », contre-pied de l'« employabilité » .....	167
L'onde de choc de la faillite de la Sabena .....	168
Les actions de reconversion de 1986 à 2001 .....	172
Caractéristiques de la deuxième période .....	173
<b>6. Institutionnalisation et recentralisation des politiques de gestion des licenciements collectifs (2002-2015) .....</b>	<b>175</b>
<b>Le mouvement de consolidation : le décret relatif au plan d'accompagnement des reconversions .....</b>	<b>175</b>
Les objectifs et le public du dispositif de reconversion .....	178
Les moments et espaces d'intervention des organisations syndicales .....	179
<i>Le principe de non-interférence avec les négociations sociales d'entreprise</i> .....	179
<i>L'engagement de coordinateurs syndicaux</i> .....	180
Un modèle pédagogique dynamique non hiérarchisé .....	181
L'immunité des travailleurs licenciés inscrits en cellule de reconversion .....	184
<b>Le mouvement de déstabilisation du modèle wallon : la gestion active des licenciements collectifs au niveau fédéral .....</b>	<b>185</b>
L'immixtion progressive du fédéral dans le champ du retour à l'emploi .....	185
La gestion active des restructurations (2006) .....	187
<i>La reconnaissance du programme d'accompagnement wallon face au contexte de concurrence du privé</i> .....	190
<i>Au conseil d'entreprise : l'interférence entre les négociations sociales et le choix des opérateurs de reclassement</i> .....	191
<i>Les pratiques des PAR wallons confrontées aux normes fédérales</i> .....	191
<i>La confrontation des travailleurs aux normes fédérales</i> .....	192
<i>De la souplesse des activités face aux programmes normalisés</i> .....	193
<i>Volkswagen : pratique intégrée des mesures fédérales et du décret wallon</i> .....	194
Les modifications décrétales et les nouvelles mesures fédérales .....	197
<i>Les plates-formes permanentes et l'extension des services aux publics précaires ébranlés par la crise</i> .....	197
<i>Un modèle intégré de reconversions en Wallonie</i> .....	198
<i>Les modifications légales régionales et fédérales sur le terrain</i> .....	199
<i>L'extension du champ d'application des incitants financiers au niveau fédéral</i> .....	202
Les cellules face aux restrictions fédérales de départ en prépension et d'octroi d'allocations .....	203
Les actions de reconversion de 2002 à 2015 .....	204
Les résultats des cellules entre 2004 et 2015 .....	234
Les caractéristiques de la troisième période .....	235

<b>Conclusion de la deuxième partie</b> .....	239
<b>Du cheminement du dispositif et du positionnement institutionnel</b> .....	239
<b>Acteurs « moteurs », acteurs « obligés » et acteurs « bénévoles »</b> .....	240
<b>De l'évolution du statut des travailleurs</b> .....	241
<b>Un nouveau champ d'action pour les organisations syndicales</b> .....	241
<b>Ce qui persiste au sein du modèle</b> .....	242
<b>Quelles pistes de reconversion pour le modèle dans un contexte de fragilisation accrue des parcours ?</b> .....	243
<b>CONCLUSION</b> .....	245
<b>Un glissement vers les politiques actives de l'emploi et leurs instruments</b> .....	245
<b>Un modèle wallon de sécurisation des parcours progressivement dépossédé</b> .....	247
<b>Les cellules : lieu de transformation des actions syndicales</b> .....	249
<b>Le maintien d'un îlot temporaire de protection</b> .....	250
<b>ANNEXES</b> .....	253
<b>LISTE DES SIGLES</b> .....	273
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	277
<b>L'AUTEURE</b> .....	282